

Notre Maison France Télévisions brûle... ne regardons pas ailleurs !

Les organisations syndicales de France Télévisions ont été invitées à négocier le préavis de grève du 17 octobre, et pour ce rendez-vous elles ont eu droit au grand jeu : Delphine Ernotte elle-même, entourée d'Arnaud Lesaunier (Directeur Général Délégué - Ressources Humaines et Organisation) et Stéphane Chevallier (Directeur du dialogue social).

Cela dit, la plupart des points ne concernaient pas directement la Direction, mais plutôt la tutelle. Aussi, sur l'amputation des 50 millions d'euros et des conséquences sur l'emploi, la Présidente s'est montrée ferme et déterminée. Elle annonce d'emblée, « L'entreprise s'est déjà engagée à ne pas remplacer un départ à la retraite sur deux (...) il n'y aura pas de suppression de postes supplémentaires au COM. »

Jusqu'ici tout va bien... **Mais alors comment assurer nos missions avec moins de moyens et sans toucher à l'emploi ?** Et c'est là que le bât blesse, car les solutions préconisées par la Direction pourraient paraître bonnes si elles n'étaient à ce point aléatoires. Première piste : compenser l'amputation des 50 millions d'euros par **des restrictions sur les programmes, tant sur les achats que sur la création**, mais la ministre de la culture a déjà annoncé qu'elle ne voulait pas qu'on touche aux producteurs privés. Seconde piste : un **hypothétique retour de la publicité après 20 heures**, plus personne n'y croit. Enfin, dernière proposition pour endiguer l'hémorragie : **un moratoire d'une année sur la suppression de la publicité dans les programmes jeunesse et des amendements au texte** avant son entrée en vigueur le 1er janvier 2018. Un sursis en somme.

Pour la CFDT, il ne s'agit pas de réelles solutions mais de bien de pistes de travail. Que se passera-t-il pour les salariés si aucune n'aboutit ? Comment imaginer l'avenir ? On a le droit d'espérer, mais les salariés ont besoin de concret, et pour le moment ce n'est pas le cas.

Pas plus concrètes les réponses apportées au **déménagement de Vanves au Siège**. Il n'y aurait pas d'inquiétude à avoir, « l'intégrité organique » de France 3 Paris Ile-de-France est assurée. Derrière ce vocabulaire technocratique, il faudrait comprendre qu'il n'y aurait pas de fusion des rédactions mais Quid des personnels techniques et administratifs ? Là, le discours se fait plus précis : **la mutualisation n'est pas écartée et évidemment c'est pour le bien de chacun**. Mais qui est ce chacun ? A ce moment des échanges la CFDT se demande en effet pourquoi la Direction veut faire le bien des gens contre leur volonté, car rappelons-le, 95 % des salariés ne veulent pas de ce déménagement. Une alerte collective dont la Direction devrait tenir compte.

Le discours se fait de plus en plus vague et la discussion sur « **les Locales** » laisse songeur. La CFDT n'a pu s'empêcher de demander à la Présidente quel était le « Plan Locales 2018 » cité dans la presse. Elle assure ne pas savoir d'où cela a pu sortir, qu'il n'y a pas de projet de ce nom. Et on a envie de la croire tant le projet sur les Locales n'est pas clairement défini, à moins qu'il ne soit pas présentable. **Les directeurs régionaux ont la « lourde » charge de décider ce qu'ils veulent faire des Locales.** Les conserver à l'identique... les intégrer au journal régional... c'est à leur guise ! Ce qui semble pour le moins inquiétant, si l'on raisonne en termes d'harmonisation des antennes. Et ce sont **ces mêmes directeurs régionaux qui auront également la responsabilité de mener ou non des projets éditoriaux avec les salariés de Radio France.** D'ailleurs, ils ont déjà toute latitude pour le faire. Un retour à l'ORTF qui ne semble pourtant pas déranger ces adeptes de la modernité.

La filière production, rien de définitif : les arbitrages sont en cours mais c'est bien le feuilleton de Montpellier qui capte l'attention de nos dirigeants. Pourtant, de l'aveu même de la Direction, les candidats ne se bousculent pas. Un manque d'engouement qui est probablement la manifestation d'un manque d'adhésion. On se demande bien pourquoi. **Ce n'est pas faute à la CFDT d'avoir alerté sur l'échec que représenterait à coup sûr cette volonté de passer à l'échelle industrielle...**

Seule certitude, la poursuite **d'Info 2015**. Et ce n'est clairement pas une bonne nouvelle : **l'entreprise maintiendra ses engagements, n'en déplaie aux OS.** Impossible selon la Direction d'arrêter le train en marche car si on stoppe les réformes, on accrédite la thèse que FTV est une entreprise irréformable. **La CFDT se demande donc quel est l'intérêt des salariés dans cette affaire, et pour quel résultat.** Des efforts, les salariés en ont consenti ces dernières années et malgré cela, l'autorité de tutelle en demande toujours plus. Car force est de constater que FTV est la seule entreprise de TV « publique » à supporter un budget en baisse.

Delphine Ernotte a répété à plusieurs reprises qu'il fallait montrer notre efficacité à l'actionnaire, que « **FTV a besoin d'être efficace à 110 % car nous disposons de l'argent public** ». Enfin... de moins en moins ! Et jusqu'où faudra-t-il aller ? On n'ose l'imaginer. **La CFDT rappelle qu'être efficace ce n'est pas copier les méthodes du privé qui, soit dit en passant, n'a pas les obligations du service public.**

C'est pourquoi nous resterons vigilants pour défendre nos missions et nos emplois, et plus que jamais la CFDT appelle les salariés à se mobiliser le 17 octobre 2017.

Notre Maison France Télévisions brûle... ne regardons pas ailleurs !